

VIE SCOLAIRE

## Débrayage à Hanzelet

Les enseignants du lycée technique ont manifesté pour protester contre neuf suppressions de postes.



Les enseignants ont déployé des banderoles devant le lycée Hanzelet pour dénoncer de futures suppressions de postes.

lassés à l'entrée du lycée Hanzelet, une trentaine de professeurs étaient mobilisés hier pour protester contre neuf suppressions de postes prévues à la rentrée prochaine dans l'établissement. « Trois postes seront supprimés au lycée technique et six au lycée professionnel », expliquent Eugène Dardaine, Patricia Barois et Michèle Parant, représentant les syndicats SU, SNES et SNEP. « Sur ces neuf postes destinés à être supprimés, huit sont actuellement pourvus. Leur suppression va entraîner des mesures de carte scolaire pour les professeurs concernés. Une nouvelle affectation sera difficile pour eux puisque notre académie est concernée par plus de 100 suppressions de postes. Notre mouvement,

aujourd'hui, est une preuve de solidarité pour nos collègues et aussi l'expression d'un refus : celui du démantèlement de l'Education nationale pour des questions purement budgétaires » !

### Regroupements de classes

Selon les enseignants qui ont débrayé durant une heure hier matin, les fermetures de postes à Hanzelet vont impliquer des regroupements de classes ou de niveaux qui concerneraient par exemple les première et terminale bac pro dans toutes les disciplines de l'enseignement général ou encore les première et deuxième année BTS en langues étrangères voire en français. « D'un point de vue pédagogique, ces regroupements vont à l'encontre de la réussite des

élèves et en particulier des plus fragiles », estiment les manifestants qui craignent que ces fermetures se traduisent aussi par une augmentation d'heures supplémentaires « imposées aux enseignants comme le souhaite le gouvernement pour réduire le nombre de fonctionnaires et éviter une revalorisation des salaires ».

Le mouvement des professeurs a reçu le soutien de la PEEP représentée sur place par Stéphane Cunat.

« Dans l'intérêt des élèves, nous sommes nous aussi très attentifs aux suppressions de postes », indique le président départemental de la PEEP. « C'est pourquoi je suis venu apporter mon soutien à ce mouvement légitime dénonçant des mesures évidemment défavorables à l'enseignement ».

Jean-Christophe  
VINCENT